

Jean - andré
FAUCHER

JEAN - ANDRÉ
FAUCHER

LES BARRICADES D'ALGER

LES BARRICADES D'ALGER

24 Janvier 1960

ATLANTIC

ATLANTIC

LA VÉRITABLE HISTOIRE DE LA COMMUNE

par Jean-André FAUCHER

Ce qu'en dit la Presse :

« C'est un livre passionnant avec lequel il faudra désormais compter... »

(Paris-Presse, 8 avril 1960.)

« Ce sont là des pages très émouvantes dans leur objectivité. »

(Claude GÉVEL, *Les Nouvelles Littéraires*, 7 avril 1960.)

« Jean-André Faucher traite en reportage l'histoire de la Commune... Par son style rapide, incisif, coloré, l'auteur est plus doué pour l'image d'Épinal que pour la moralisation... »

(Marcel MARC, *La Dépêche du Midi*, 27 mars 1960.)

« Faisant œuvre à la fois de reporter et d'historien, M. Faucher retrace avec verve et conscience, s'appuyant sur une documentation complète et minutieuse, la tragique épopée du peuple de Paris. »

(*Le Dauphiné Libéré*, 6 avril 1960.)

« Aucun des secrets de la Commune n'est passé sous silence, et le lecteur vit cette séquence de l'histoire du peuple de France en témoin impartial. » (Charles PATOZ, *La France-La Nouvelle République de Bordeaux*, 7 avril 1960.)

« Ces pages méconnues de notre histoire, Jean-André Faucher les trace en historien scrupuleux et très certainement on ne pourra plus désormais parler de la Commune de Paris sans se référer à ce livre remarquable et prenant. »

(*Libre Artois*, 14 avril 1960.)

« Une œuvre monumentale qui rencontrera le plus grand succès auprès de tous les démocrates, libres penseurs, socialistes de toutes tendances, syndicalistes, et auprès de tous ceux qui se passionnent pour la vérité historique, pour l'évolution difficile mais salutaire des institutions sociales... Jamais encore une étude aussi complète n'avait été publiée sur les événements de cette époque. »

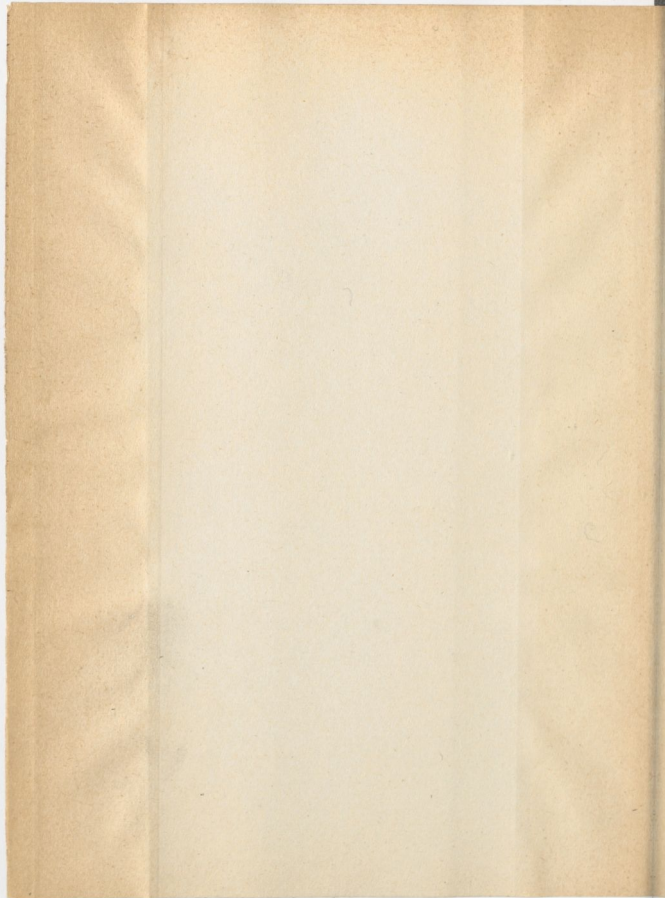
(*La Raison*, avril 1960.)

« Polémiste ardent, incisif, mais historien scrupuleux. »

(*Le Journal du Parlement*, 30 mars 1960.)

« Nous sommes trop près d'une époque qui a vu de tels excès pour que ce rappel nous laisse indifférents. »

(*Midi Libre*, 11 mai 1960.)



« Cet ouvrage constitue actuellement la plus riche, la plus complète des références. »

(*Sud-Ouest*, 2 mai 1960.)

« Un sacré travail, effectué avec la conscience d'un historien et le sens du reportage d'un journaliste professionnel... »

Les Dernières Nouvelles d'Alsace, 18 avril 1960.)

« Dans ces mille pages, Jean-André Faucher a fait œuvre à la fois d'historien et de journaliste... Œuvre importante, cela va sans dire, et il ne fait pas de doute que ses livres seront fréquemment consultés par tous ceux qui seront appelés à écrire sur la Commune... »

(Charles RIVET, *L'Echo du Centre*, 25 avril 1960.)

« ...formidable travail, un vrai labeur de bénédictin... L'ouvrage a sa place d'ores et déjà sur les rayons de toutes les bibliothèques du monde... Ce n'est pas un coup d'essai de la part de Jean-André Faucher, c'est un coup de maître... » (TÉRENCE, *Juvénal*, 25 mars 1960.)

« Faucher vient de nous offrir là un grand livre. »

(*Les Nouveaux Jours*.)

« Jean-André Faucher, historien, se montre aussi reporter scrupuleux. »

(JUILLAC, *Le Télégramme de Brest*, 23 mars 1960.)

« Un véritable hommage à la Commune de Paris et un travail historique d'importance. »

(Guy VINATREL, *Le Montagnard*, 23 mars 1960.)

« Un travail historique de premier ordre... L'ampleur de cet ouvrage ne nuit pas à son intérêt, l'auteur usant avec bonheur du style « reportage comme si vous y étiez ». Car c'est une sottise légende que l'histoire, pour être une science, doit être ennuyeuse. Jean-André Faucher la dément avec aisance. Il sera difficile désormais de se passer de son livre. »

(*Les Lettres Mensuelles*, mai 1960.)

« Une œuvre monumentale... »

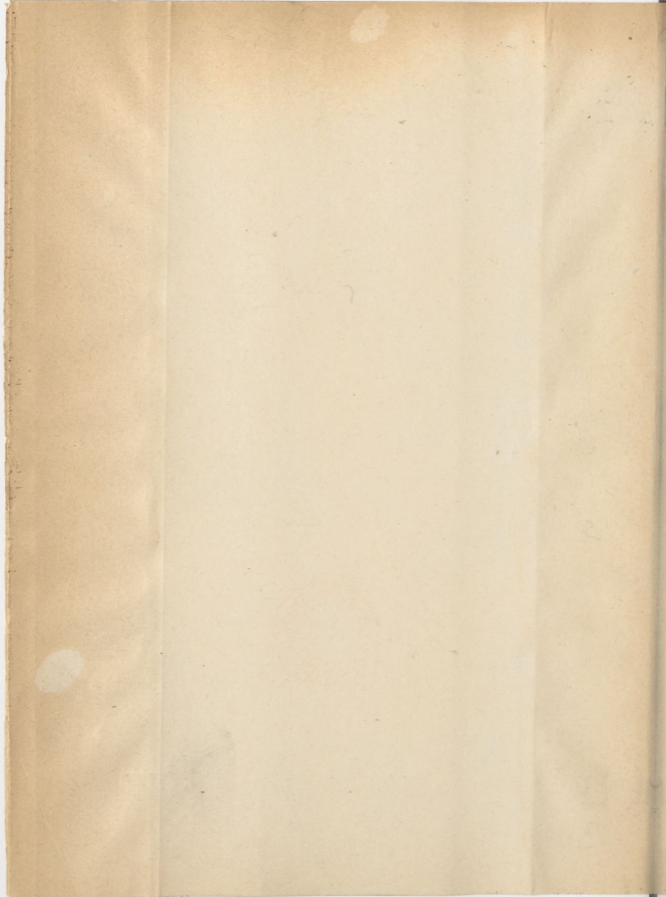
(*Lectures Françaises*, avril-mai 1960.)

« Nous placerons le récit vivant et passionné de Jean-André Faucher à côté des classiques de la Commune... »

(Roger GIRON, *France-Soir*, 2 avril 1960.)

« Ecrite dans un style direct, franc et vivant, cette « Véritable Histoire de la Commune » réunit deux qualités devenues rares, une lecture agréable et une vérité historique. »

(Guy MARGOT-DUCLOT, *Regain*, avril 1960.)



Haucher 8

MF 5/93456

LES BARRICADES D'ALGER

2080



6°LK⁸

3042

DL. 67 1930 8684

DU MEME AUTEUR

L'affaire des Fuites (en collaboration avec Jean-Louis Fèvre) - Editions E.F.I.

L'Algérie Rebelle, Editions Atlantic.

Le Quatrième Pouvoir (La Presse de 1830 à 1930), Editions Noël Jacquemart.

L'Agonie d'un Régime (1952-1958), Editions Atlantic.

La Véritable Histoire de la Commune :

Tome I. — *La Crosse en l'Air.*

Tome II. — *A travers Paris Insurgé.*

Tome III. — *L'Agonie de la Commune.*

L'An I du Système Gaulliste (Presses Continentales).

A PARAÎTRE :

Quartier des Assassins.

Jean-André FAUCHER

LES
BARRICADES
D'ALGER

Janvier 1960

ÉDITIONS ATLANTIC

42, Rue d'Ulm - PARIS (V^e)

© by *Jean-André Faucher*
and « *les Editions Atlantic* » 1960.
Tous droits d'adaptation, de reproduction,
et de traduction, même partiels,
réservés pour tous pays.

LE POUJADE DE BAB-EL-OUED

Lorsque s'achève l'année 1959, tous les hommes qui, parlementaires, journalistes, policiers, militants, vivent en contact avec les réalités politiques, savent qu'en France certaines oppositions sont fort occupées à s'organiser dans la clandestinité. Toute une faune d'agents secrets et demi-secrets, d'agents doubles et multiples, indicateurs ou provocateurs, évolue d'ailleurs à mi-chemin du Pouvoir et de cette opposition qui se précise. Il y a eu le 3 octobre l'arrestation à la frontière belge de l'ancien député poujadiste d'Etampes Jean-Claude Berthommier qui a été trouvé porteur d'une bombe au plastic. Pierre Poujade parle déjà de provocation et prend des mesures de sécurité et de vigilance. Pierre Poujade, Robert Martel, Pierre Sidos, Yves Gignac, chefs d'organisations politiques de droite, mettent leurs amis en garde contre les initiatives des « gorilles », hommes des services spéciaux, qui auraient reçu mission, disent-ils, d'agir pour obliger les forces activistes à se découvrir prématurément.

A Alger, un homme n'a cessé depuis plusieurs mois de voir grandir son influence: il s'agit de Joseph Ortiz.

Ortiz est le président du Front National Français. Propriétaire d'un bar fréquenté par la jeunesse activiste, il a été impliqué déjà dans l'attentat au bazooka commis contre le général Salan. Le 6 février 1957, il a donc été inculpé d'association de malfaiteurs, d'homicide volontaire, de tentative d'homicide volontaire, d'atteinte à la sûreté de l'Etat, de vol, de détention

illégal d'armes et de détention d'explosifs. Les quelques libéraux algérois qui demeurent fidèles à l'ancien député-maire Jacques Chevallier l'accusent en outre d'avoir participé aux séances d'interrogatoires et de tortures menées dans les pièces de la villa des Sources par les amis contre-terroristes du docteur Kovacs. Mais Joseph Ortiz est un homme sur lequel circulent dans Alger les rumeurs les plus diverses et quelquefois les plus contradictoires. Les uns insistent sur les amitiés qu'il compte au sein de la police locale. Les autres soulignent que comme tous les hommes qui ont participé activement à l'affaire du bazooka, il peut compter à Paris sur certaines protections puissantes.

Jean-Jacques Susini, son bras droit, le définit d'un mot : « C'est le Poujade de Bab-el-Oued ». La formule est excellente...

Grand, séduisant, très brun avec quelques cheveux gris sur les tempes, buvant sec, très éloquent derrière son bar mais très timide sur une tribune derrière un micro, il a joué un rôle important le 13 mai 1958 et il peut prétendre à juste titre qu'il est un des quelques hommes qui ont réussi à renverser la IV^e République. Il a siégé au Comité de Salut Public de l'Algérie et du Sahara sous la présidence du général Massu et il a été du groupe des 14 irréductibles qui ont quitté ce comité en claquant la porte pour se réfugier dans une opposition résolue au général de Gaulle et à son régime.

Ortiz a été poujadiste. Il y a longtemps déjà qu'il a rompu avec l'U.D.C.A. pour courir sous ses propres couleurs. Pendant plusieurs mois, son Front National Français n'a compté à Alger que quelques dizaines d'adhérents, mais après le 16 septembre, après le discours du général de Gaulle en faveur de l'autodétermination du

peuple algérien, Ortiz a enregistré de nombreuses adhésions. Tout s'est déroulé alors comme si le cafetier du Forum avait été choisi par des personnages très influents pour devenir le leader des activistes algérois. Le mouvement Jeune Nation, qui était sur place son concurrent le plus direct, a été dissous. Dès lors, dans les bars et dans les écoles, à Bab-el-Oued et rue Michelet, tous les jeunes Algérois ont fini par se convaincre que Joseph Ortiz serait le seul à oser aller jusqu'au bout.

— Entre la valise et le cercueil, j'ai choisi le cercueil, aime à répéter Ortiz à ceux qui l'écoutent.

Il laisse entendre qu'il a une partie importante de l'Armée derrière lui et peut-être le croit-il. Il affiche pour le général Faure une véritable vénération. C'est le militaire sur lequel il compte pour atteindre les objectifs politiques qu'il s'est fixés. Aujourd'hui, nous pouvons établir sans peine que les plus hautes autorités militaires d'Alger ont utilisé à l'occasion Joseph Ortiz et qu'il s'est prêté à certaines opérations préparées dans les états-major. Le 17 septembre 1959, Ortiz se rend chez le général Massu en compagnie du commandant Navarro, chef du cabinet militaire du général. Il déclare qu'il dispose à Alger de 40.000 hommes sûrs et qu'avec eux il peut obliger le général de Gaulle à reconsidérer sa politique algérienne. Ortiz bluffe-t-il ? Non, il se contente d'intégrer les 40.000 hommes des Unités Territoriales dans les effectifs sur lesquels il compte pour un nouveau 13 Mai. Ce jour-là, cependant, Massu entend donner un avertissement à Joseph Ortiz :

— C'est entendu, avec vos 40.000 hommes vous pouvez occuper Alger, mais moi je vous préviens que dès le lendemain j'en reprends possession.

Cependant, Massu laisse au commandant Navarro

toutes possibilités de conserver le contact quotidien avec Ortiz qui lui a promis de l'alerter 48 heures avant le jour J de l'insurrection algéroise. C'est la présence du commandant Navarro aux côtés d'Ortiz qui laisse croire aux Algérois que l'état-major du général Massu soutient les activités du Front National Français, mais dans le même temps, les amitiés personnelles que cet officier compte à Paris dans l'état-major des Services Spéciaux permettent à Robert Martel et à Pierre Sidos d'affirmer que Joseph Ortiz est téléguidé de Paris. Je sais que depuis la semaine des barricades, Pierre Sidos est quelque peu revenu sur cette opinion, mais il est indéniable que dans les quinze premiers jours de janvier il partageait sur ce point le jugement de Martel.

Le commandant Navarro, s'il freine Ortiz et le surveille, peut cependant constater que son mouvement multiplie les prises de contact dans le département d'Alger avec des officiers de tous grades et, à l'insu du lieutenant-colonel Cousteau, un effort de recrutement particulier a été fait parmi les officiers du 1^{er} R.P.C.

Depuis les événements de la semaine des barricades, j'ai demandé à M. Hubert Saint-Julien ce qu'il pensait de la personnalité de Joseph Ortiz. Saint-Julien n'est pas l'homme des complots. C'est sans doute le premier théoricien de la jeune droite nationaliste et il influence directement la plupart des organisations militantes. M. Raymond Barrillon a pu écrire un jour fort justement dans le *Monde* que M. Hubert Saint-Julien était sans doute appelé à jouer dans sa génération un rôle comparable à celui d'un Drieu la Rochelle dans la génération des années 1920. Or, Saint-Julien, parlant d'Ortiz nous a confié :

— Sa personnalité est suspecte. Nous devons obser-

ver qu'il fut impliqué dans le coup du bazooka dont les inspireurs étaient, de notoriété publique, d'obédience gaulliste. Par ailleurs, serait-il parvenu à encadrer de façon aussi solide le courageux prolétariat de Bab-el-Oued sans la complaisance, sinon la complicité des milieux officiels ?

Ce fut le 20 décembre 1959 que Joseph Ortiz reçut sa consécration et il la dut à M. Georges Bidault. Ce jour-là, en effet, sur la tribune officielle du meeting d'Alger, le petit cafetier poujadiste se retrouvait assis aux côtés de l'ancien Président du gouvernement provisoire de la République française. Qui aurait refusé dès lors à Alger de le prendre au sérieux ?

Nous savons aujourd'hui qu'après le discours présidentiel du 16 septembre, alors que l'émotion était à son comble dans les rues de la ville, Ortiz confia à ses amis les plus proches, et notamment au docteur Pérez, qu'il avait eu une entrevue avec le général Challe et que ce dernier lui avait demandé avec insistance de jouer un rôle modérateur. Il ne s'y était pas refusé, de même qu'il n'avait pas hésité à donner sa parole au général Massu qu'il ne prendrait pas la responsabilité de troubler l'ordre public.

DU VIGNERON CONTRE-REVOLUTIONNAIRE A L'ETUDIANT REVOLUTIONNAIRE

Le rival direct de Joseph Ortiz à Alger, c'est Robert Martel. Le chef du Mouvement Populaire du 13 Mai a fréquenté en même temps que Joseph Ortiz les groupes contre-terroristes du docteur Kovacs, comme lui il a été arrêté et inculpé lors du coup du bazooka, mais les

deux hommes sont fort différents l'un de l'autre. Martel est un catholique mystique dont les adversaires répètent ironiquement qu'il se prend pour une nouvelle Jeanne d'Arc, envoyée par Dieu sur la terre pour libérer le tombeau du Christ. Il est certain que sous l'influence des journalistes Pierre Faillant et Paul Chevallet qui militent à ses côtés, Robert Martel oriente toute sa propagande contre un complot de synarques et de francs-maçons qui, dit-il, auraient ensemble prémédité de brader l'Algérie.

Cependant, les leaders de la jeune droite parisienne qui ont approché Robert Martel et travaillé à ses côtés affirment qu'il ne mérite pas la réputation de fanatique borné que certains lui ont faite et sans doute ne faudrait-il pas chercher longtemps derrière les pseudonymes affichés dans son journal *Salut Public* pour y découvrir les éléments les plus représentatifs des fractions droitières de la franc-maçonnerie qui, au nom du principe de l'intégration, combattent la politique algérienne du général de Gaulle.

Martel est un petit colon de Chebli, dans la Mitidja. Il exploite quelques hectares de vignes et il est très populaire parmi les agriculteurs de cette région. Il a voulu devenir l'apôtre de la contre-révolution. L'Union Nord-Africaine qu'il avait créée dès le début de la guerre d'Algérie fut dissoute en 1955 par le gouverneur Jacques Soustelle et le ministre Robert Lacoste fit un peu plus tard arrêter et condamner Martel pour reconstitution de ligue dissoute. Il a choisi pour insigne le cœur et la croix. Et à Paris, il a subi très vite certaines influences. Hubert Saint-Julien s'est efforcé de lui inspirer quelques principes de tactique révolutionnaire alors même que le docteur Martin, un ancien de la

Cagoule, lui a appris les définitions élémentaires de l'action clandestine. Par l'intermédiaire de Pierre Joly, un jeune journaliste belge originaire de Liège, il a même trouvé hors des frontières certaines amitiés fort utiles.

Martel, depuis le mois de juin 1958, ne cesse de pleurer sur la trahison dont les hommes du 13 Mai ont été les victimes :

— La contre-révolution, explique-t-il, a été victime d'un agent de la synarchie et de la maçonnerie qui l'a étouffée de l'intérieur.

Il a eu l'occasion de développer cette thèse devant quelques officiers de l'entourage de Massu et il les a trouvés compréhensifs. C'est lui qui soutient le premier que la guerre d'Algérie n'est qu'un épisode du complot synarchique défini en 1885 par les Rose-Croix pour dominer le monde en utilisant la franc-maçonnerie et le communisme athée et cet argument se retrouve vite dans les documents clandestins diffusés par les cellules du national-catholicisme.

Pierre Lagailarde, qui estime beaucoup Martel mais qui ne le comprend guère, a l'habitude de dire qu'il s'agit d'un homme violent en doctrine mais paisible dans les faits. Martel sait cependant qu'il doit se garder de Joseph Ortiz. Il a confié un jour à Hubert Saint-Julien que le jour où l'action se déclanchera, ce sera entre Ortiz et lui à qui tirera le premier.

Robert Martel se sent à coup sûr beaucoup plus proche du jeune Jean-Jacques Susini, le chef du Mouvement Nationaliste Etudiant.

Susini est né à Alger en 1933. Il a signé à 16 ans son premier bulletin d'adhésion en s'inscrivant au R.P.F. Le colonel Robert lui a confié dès 1949 le soin de s'occuper du mouvement des étudiants gaullistes d'Al-

ger. Il a participé à ce titre à la préparation du voyage du général de Gaulle en Algérie et à la campagne des élections législatives de 1951. Malade, il reste sans activités politiques de 1951 à 1955 et se marie à Strasbourg. C'est à Lyon, en 1956, qu'il revient à la vie militante. Il s'inscrit au mouvement des jeunes de l'U.D.C.A. mais lorsque Pierre Poujade désavoue l'expédition de Suez, Jean-Jacques Susini démissionne en même temps que les jeunes députés Le Pen et Demarquet. Pendant les vacances de 1957 qu'il passe à Alger, on le voit dans les bars politiques de la ville en compagnie du chef poujadiste local Goutaillier, de l'avocat Baille, du docteur Lefèvre, de Joseph Ortiz. Il fait à cette époque la connaissance de Robert Martel, mais en 1958, de retour à Lyon, c'est au sein du Parti Patriote Révolutionnaire, le mouvement de Biaggi, qu'il milite et il s'y trouve placé sous les ordres du colonel Reymond, président de l'Association des Français rapatriés de l'Afrique du Nord. Reymond ne cache pas alors au jeune Susini qu'un mouvement populaire se prépare, avec le soutien de l'Armée, en vue de ramener le général de Gaulle au pouvoir, et lorsque Pierre Mendès-France, puis Edgar Faure viennent prendre la parole à Lyon, c'est Jean-Jacques Susini qui organise les équipes d'étudiants qui distribuent le *Courrier de la Colère*, l'organe pamphlétaire du sénateur Michel Debré.

En décembre 1958, revenu à Alger, Susini fonde le Mouvement Nationaliste Etudiant qui compte très vite 250 adhérents. Il prend la parole à la demande de Martel dans les réunions algéroises du M.P. 13, mais il refuse d'appartenir à la direction de ce mouvement et se rapproche de Joseph Ortiz dont il va devenir le conseiller juridique.

Susini connaît évidemment les bruits qui circulent sur le compte de son ami Ortiz. Il refuse d'en tenir compte. Si Joseph Ortiz est l'instrument d'une colossale provocation, il persiste à croire que ce ne peut être qu'à son insu. Et comme il est évident que Susini jouit dans les milieux activistes de Paris et d'Alger d'un crédit personnel très large, nombreux sont les éléments qui déclarent que Joseph Ortiz ne saurait être définitivement dangereux tant que Susini restera à ses côtés.

Ce garçon est d'ailleurs politiquement très adroit. C'est ainsi que dans le numéro de décembre d'*Alger-Université* qu'il dirige, il publie un long article intitulé « le complot des généraux » et qui n'est autre que l'interview accordée, en 1937 à M. Raymond Recouly par le général espagnol Queipo de Llano. *Alger-Université* précise que c'est évidemment à cause de son intérêt historique qu'il publie ce texte dans lequel le général Queipo de Llano expliquait que les dirigeants républicains espagnols ayant nommé à la tête de l'Armée des généraux et des colonels acquis à leur cause, la révolution franquiste trouva ses plus fervents adhérents parmi les officiers de grades inférieurs, commandants, capitaines. Le même journal reproduit encore un appel du général de Gaulle :

« Officiers français, soldats français, citoyens français, des chefs infâmes ou séniles sont en train de livrer à l'ennemi l'Empire intact de la France. Debout et aux armes ! »

En ce début de janvier 1960, le jeune Susini a d'ailleurs d'autres raisons de penser qu'une action menée à Alger pour imposer le respect de la politique du 13 Mai trouvera à Paris certains appuis officiels. En effet, après certains discours présidentiels, un

parent de Jean-Jacques Susini, l'industriel parisien Jean-Baptiste Susini, qui a été candidat aux élections législatives et qui appartient aux organismes dirigeants du Club des Montagnards, a écrit au général de Gaulle et au Garde des Sceaux Michel Debré pour s'étonner de l'évolution prise par la V^e République en matière algérienne. Un des proches collaborateurs du général de Gaulle, M. Olivier Guichard, lui a simplement accusé réception de sa lettre. Mais M. Michel Debré a été beaucoup plus catégorique dans sa réponse et par une lettre en date du 22 septembre il a confié à M. Jean-Baptiste Susini :

« Vous avez raison. La révolution reste à faire. »

A Alger, le jeune Jean-Jacques Susini va donc y travailler...

Susini est devenu un des personnages les plus importants de la jeune droite algérienne le jour où il a été élu président de l'Association générale des Etudiants, poste qu'avait occupé précédemment Pierre Lagaillarde. Lagaillarde est d'ailleurs intervenu personnellement pour aider au succès de Jean-Jacques Susini. En mars 1959, Ortiz confie à Susini la direction de la commission politique du Front National Français et Susini devient ainsi le doctrinaire du mouvement nationaliste algérois.

LE DOCTRINAIRE SANS TROUPES ET LE CHEF SANS DOCTRINE

Le docteur Bernard Lefèvre est connu pour ses opinions monarchistes. Pour lui, c'est le système démocratique qui porte les germes de la défaite française en Algérie. Après avoir eu une activité politique dans

le cadre municipal de Birmandreis, il est devenu le conseiller politique du mouvement poujadiste en Algérie. Avec Martel, Ortiz, Lagaillarde, Parachini, il fut un des hommes qui préparèrent activement le 13 Mai et ne pardonnèrent jamais aux gaullistes de Delbecque, de Biaggi et de Neuwirth de leur en avoir dérobé le bénéfice.

Lefèvre s'apparente politiquement au national-catholicisme tel que le conçoivent les rédacteurs de la revue *Verbe*. C'est un catholique intégriste et s'il n'a jamais déclaré, comme un journaliste allemand l'a prétendu, qu'il travaillait pour ramener le duc d'Anjou sur le trône, il est exact par contre qu'il n'a caché à aucun de ses amis son admiration pour le régime portugais de Salazar.

Il a quitté le Comité de Salut Public de l'Algérie et du Sahara en entraînant treize de ses membres auxquels il a fait signer un manifeste d'inspiration corporatiste.

Après le discours du 16 septembre, son opposition au général de Gaulle devient plus farouche encore.

Lefèvre est convaincu qu'il n'y a d'autre solution au drame algérien que de procéder à une profonde réorganisation administrative de la France en y incluant le territoire algérien. Il soutient cette thèse depuis longtemps et il a déjà, sous la IV^e République, essayé d'entraîner Poujade sur ce terrain en l'incitant à combattre activement la politique du ministre socialiste Marcel Champeix.

En janvier 1960, Lefèvre n'est plus qu'un chef sans troupes. Son Mouvement pour l'instauration d'un ordre corporatif édite quelques cahiers tirés à la ronéo qui ont fort peu d'influence sur les groupes activistes

d'Alger et d'Oran. Il siège cependant au comité d'entente des mouvements nationaux mais il a refusé de participer aux réceptions organisées en décembre lors de la venue à Alger du président Georges Bidault.

A l'opposé de Lefèvre, il nous faut citer Arnould. Lefèvre est un irréductible, mais il n'a guère d'influence. Arnould est un modéré et un conciliateur mais il a derrière lui la masse des anciens combattants. Ce pilote n'a jamais appartenu à aucun mouvement politique. Il est le vice-président de la section d'Alger de l'Association nationale des officiers de réserve de l'Armée de l'Air ; il est membre du bureau directeur du comité d'entente des anciens combattants et des victimes de la guerre d'Algérie ; il a siégé en mai 1958 au Comité de Salut Public d'Algérie et du Sahara.

En novembre 1958, Arnould, soutenu par l'Armée, s'est présenté aux élections législatives, et il a été battu par Pierre Lagaille que soutenait Alain de Sérigny. On sait à Alger qu'il a fréquenté assidument en 1957 le bureau ministériel de M. Robert Lacoste, qu'il a essayé vainement de freiner le mouvement populaire le matin du 13 Mai. Alors que Joseph Ortiz sait pouvoir compter sur l'appui des milieux les plus extrémistes de l'Armée, Arnould est considéré par certains états-majors comme l'homme-clé de la situation algéroise pour les heures difficiles qu'il est facile de prévoir.

J'ai rencontré Arnould à Paris, au cours d'une réception chez l'avocat Roger Palmiéri, président de l'Union des Combattants et Mutilés corses.

— Si Alger bouge, que fera la Métropole ? interrogeait ce soir-là le pilote Arnould, le verre de whisky en mains.

— La Métropole ne suivra pas, lui ai-je répondu. Mais si Alger bouge, que fera l'Armée ?

— Le 13 Mai, nous pouvions dire l'Armée en parlant des militaires. Aujourd'hui, l'Armée est divisée, a précisé Arnould. Il y a les officiers qui voudraient suivre et ceux qui s'y refuseront.

Arnould n'était pas l'homme d'une action de rues inconsidérée.

Lorsque les agriculteurs de la Mitidja s'énervent devant les attentats, lorsque les maires s'agitent, lorsque le pavé d'Alger redevient brûlant, Arnould avertit le commandant Boudeix et lui demande d'informer le Délégué Général du Gouvernement, M. Paul Delouvrier. Arnould ne fait jamais rien sans prendre l'avis des autorités officielles et des plus hautes instances militaires. Pour les notables bien informés d'Alger, son attitude publique constitue un test. Lorsqu'il marche, c'est que le reste suivra.

LE LOT DES PIEDS-NOIRS

Jean Trape est avocat à Alger. Son père y est inscrit au barreau depuis 1912. Son grand-père paternel est né à Tlemcen en 1867 et y fut médecin. Son arrière-grand-père, officier, épousa à Cherchell la fille du premier commandant d'armes français. Trape est un pied noir 100 pour 100. Ses arrière-grands-parents maternels se sont fixés en Algérie après 1848. Il a vécu un certain

temps dans le quartier populaire d'Alger, à Bab-el-Oued. Sa femme est professeur de français dans un lycée de la ville.

Voilà un homme qui n'a jamais fait de politique. Le 13 Mai, il est mêlé à la foule du Forum et manifeste comme tous les autres. Lorsque de Gaulle vient à Alger, il crie « Vive de Gaulle », comme tout le monde. Ce sont des gaullistes notoires, Lhostis et Gardel, qui le font adhérer un peu plus tard au Mouvement pour l'Algérie française. Il y milite pour une politique d'intégration dans le cadre de la Constitution de la V^e République. C'est seulement après avoir entendu le discours du 16 septembre du général de Gaulle qu'il se rapproche, à la demande de son confrère Jacques Laquière, de Joseph Ortiz et du Front National Français.

L'aventure de Trape, c'est à peu de choses près celle du docteur Pérez. Ce médecin de Bab-el-Oued, né à Bougie, appartient à une famille qui s'est fixée en Algérie dès 1875. En 1956, son père, établi commerçant rue de Chartres, reçoit une grenade du F.L.N, dans sa boutique et Pérez prend une carte d'adhérent à l'Union Nord-Africaine de Robert Martel. En février 1957, il est inculpé en même temps que ce dernier de reconstitution de ligue dissoute et reste en prison pendant deux mois. Dans les locaux du commissariat de police, le jour de son arrestation, il fait la connaissance de Joseph Ortiz.

Le 13 Mai, il est dans la rue et il aide à renverser la République. Ortiz le fait nommer membre du Comité de Salut Public et du Sahara. On le voit peu aux séances présidées par Massu. Il s'y ennuie... Mais en octobre 1958, il devient un des premiers adhérents du Front National Français. Il parle, il recrute, il organise.

Le voici au nombre des dirigeants de la droite activiste d'Alger.

L'aventure de Trape et de Pérez, c'est encore celle du professeur Michaud. Le jour où ce professeur très estimé a consenti à devenir l'un des principaux dirigeants du Mouvement Universitaire pour le maintien de la souveraineté française en Algérie, il a mis le doigt dans un engrenage où il a fini par passer tout entier. Tout a commencé par des signatures au bas de communiqués remis à la presse et il s'est retrouvé secrétaire de Joseph Ortiz derrière les barricades du 24 janvier.

Poursuivant la présentation de nos personnages, nous devons encore parler du capitaine Ronda. Il appartenait depuis un certain temps au F.N.F. d'Ortiz mais il avait été assez discret pour le laisser ignorer à son entourage. Aussi, le jour où Sapin-Lignièrès fit écarter Prest du bureau de la Fédération des amicales des Unités Territoriales d'Alger, sous le prétexte qu'il avait appartenu au Comité de Salut Public du 13 Mai, Ronda se fit élire secrétaire général en oubliant de dire qu'il militait avec Ortiz. Le F.N.F. plaçait ainsi un de ses hommes à un poste particulièrement important.

L'avocat Méningaut, qui fut socialiste et qui devint monarchiste, se trouvait au début de janvier 1960 dans une position difficile. Ses amis royalistes de Paris lui pardonnaient difficilement sa présence aux côtés de Joseph Ortiz que certains tenaient pour un provocateur. Dès le 18 décembre, l'hebdomadaire *Juvénal* avait pu annoncer que, téléguidé de Paris, Ortiz déclancherait sous peu une insurrection, qu'elle se prolongerait pendant quelques jours, qu'elle serait ensuite réprimée dans des conditions qui permettraient à la fois de tra-

quer les oppositions à Alger et de faire voter les pouvoirs spéciaux par la gauche parlementaire à Paris. Cet avertissement avait eu un énorme retentissement et Méningaut, interrogé par ses amis, ne leur confia rien des projets de Joseph Ortiz. On le lui pardonna difficilement.

LE FIDEL CASTRO DE L'OTOMATIC

Mais il nous faut maintenant parler de Pierre Lagailarde.

A un journaliste américain qui lui demandait où il voulait en venir, il a répondu un jour : « Autrefois, les journaux américains parlaient du rebelle Fidel Castro; maintenant ils parlent du président Castro. »

Il a confié en tête-à-tête à Jean Cau, collaborateur de *L'Express* :

« Il s'agit maintenant de savoir lequel fera pendre l'autre. »

Mais ce ne sont là que des mots, et dans le climat habituel d'Alger, les mots ne pèsent jamais très lourd sur les consciences. Il était président des étudiants algérois lorsqu'il est entré, aux côtés de Joseph Ortiz et de Martel, dans le Comité des Sept qui a préparé le 13 Mai. Il a senti venir la contre-opération gaulliste menée par Biaggi et Delbecque et il a essayé d'y parer mais en se ralliant au général de Gaulle, Salan a fait échouer sa manœuvre. Lagailarde a cependant voté et fait voter *oui* au référendum de septembre 1958. La presse de gauche l'accuse depuis longtemps de tortures, de vols et laisse supposer que le Pouvoir le tient grâce à un dossier qui dort. *L'Express*, *France-Observateur*, le *Canard Enchaîné*, ont porté à ce sujet contre lui des

accusations terribles et Lagaillarde n'a jamais songé à les poursuivre.

Il est certain que depuis son élection à l'Assemblée Nationale, Lagaillarde a eu un comportement double. Il a continué à jouer les tribuns populaires à Alger mais à Paris il a toujours été muet et on l'a même vu, à la buvette de l'Assemblée de Strasbourg, fraterniser avec le président René Pleven, président de ce groupe libéral auquel il s'est apparenté.

L'homme qui s'est emparé le 13 Mai du gouvernement général, considère que c'est lui qui a fait un trône à de Gaulle et devant un journaliste allemand de *Der Spiegel* il accuse de Gaulle de l'avoir trahi.

Lagaillarde avait juré de démissionner de son mandat de député si l'intégration de l'Algérie ne se faisait pas. L'intégration n'a pas été faite et Lagaillarde n'a pas démissionné pour autant. Alger le lui a difficilement pardonné. Un jour de cérémonie au Monument aux Morts, l'épouse de Joseph Ortiz a injurié Lagaillarde publiquement. En décembre 1959, Lagaillarde n'est plus dans Alger qu'un homme seul. Ortiz le fuit. Susini le voit peu. Martel, Lefèvre, Arnould le connaissent à peine. Cet arrière petit-neveu de Baudin qui a trouvé dans son berceau la tradition des barricades, ressemble assez à ce moment à un homme fini qui n'aura plus jamais l'occasion de jouer aucun rôle dans la vie publique. Il en a conscience et il est prêt à saisir la première occasion pour retrouver un peu de son prestige perdu. Alain de Sérigny, qui l'a aidé à se faire élire député et qui le reçoit parfois, continue malgré tout à lui communiquer des informations sur l'évolution de la situation. Cependant, depuis longtemps, *l'Echo d'Alger* ne publie plus ses communiqués.

Lagaillarde est hors du circuit politique d'Alger mais il reste à l'écoute. Il est d'ores et déjà décidé à gagner de vitesse ceux qui, avec Ortiz, voudront déclencher un nouveau 13 Mai.

LA MEILLEURE PLUME DE L'ALGERIE DE PAPA

Ainsi donc, derrière Pierre Lagaillarde, nous venons d'entrevoir la silhouette d'Alain Le Moyne de Sérigny. Le directeur de *l'Echo d'Alger* a été un fidèle du Maréchal Pétain et il ne renie pas sa mémoire. En 1943, il est intervenu pour faciliter la réconciliation du général de Gaulle et du général Giraud. Après les manifestations du 6 février 1956, le Président du Conseil Guy Mollet l'a reçu à Alger au Palais d'Été et a consenti, à sa demande, à déclarer publiquement que la France était chez elle en Algérie et qu'elle y resterait. Ce fut Alain de Sérigny lui-même qui communiqua cette phrase à l'A.F.P. avant même que Guy Mollet ne l'ait réellement prononcée.

Ce fut le Ministre Robert Lacoste qui, en mars 1958, convainquit Alain de Sérigny que seul le retour du général de Gaulle au pouvoir pourrait apporter une solution au drame algérien. Alain de Sérigny rencontra alors Jacques Soustelle à Nice et lui rapporta les propos de Robert Lacoste. Mais avant de se rallier au gaullisme, le directeur de *l'Echo d'Alger* exigea des garanties pour la politique d'intégration qu'il continuait à défendre. Le 28 mars 1958, Jacques Soustelle lui écrivit pour lui donner, au nom du général de Gaulle, tous apaisements à ce sujet. Ce fut alors que de Sérigny prit la décision de lancer un appel en faveur du général

dans son journal *Dimanche Matin*. Il est incontestable que ses articles du 11 et du 12 Mai 1958 retournèrent en faveur du gaullisme une partie de l'opinion publique d'Alger.

Le 17 mai 1958, Jacques Soustelle qui vient d'arriver à Alger demande à Alain de Sérigny, au cours d'un entretien à la villa des *Oliviers* en présence du général Guillaïn de Bénouville, d'avancer une somme de dix millions au cabinet du général de Gaulle. Sérigny accepte aussitôt. Il donne l'ordre au directeur des Cargos Algériens, à Rouen, de verser la somme à M. Alain Bozel, ancien trésorier du R.P.F. Plus tard, par un jeu d'écritures, ce prêt sera comptabilisé sous la forme d'un versement à l'Association pour le développement des études et des techniques sociales. Les Cargos Algériens auront d'ailleurs le plus grand mal à se faire rembourser cette somme. Les administrateurs de la société devront à plusieurs reprises exiger de M. de Sérigny une intervention auprès de M. Bozel. Il faudra deux réclamations, l'une le 6 juillet et l'autre le 30 octobre 1959, avant que M. Jacques Foccart ne fasse remettre à M. de Sérigny par l'intermédiaire de M. Soustelle une enveloppe contenant la somme de dix millions de francs en billets de banque.

La v^e République doit décidément beaucoup au directeur de *l'Echo d'Alger*. Il a le droit de le faire remarquer aujourd'hui avec quelque amertume.

Sérigny avait espéré qu'il serait parlementaire. Mais Massu lui conseilla de ne pas se présenter aux élections législatives et Albin Chalandon sabota son élection au Sénat. Ce sont de ces choses qui ne se pardonnent pas.

En ce début de janvier, Alain de Sérigny ne cache pas que le général de Gaulle lui a dit en tête-à-tête :

— L'avenir de l'Algérie ? Au mieux Houphouet-Boigny... Au pire Sekou Touré...

Et Sérigny ajoute que Robert Lazurick, directeur de *l'Aurore*, rencontré au théâtre, lui a confié que de Gaulle lui avait fait aussi la même déclaration.

L'homme est mûr pour mettre son journal au service de ceux qui appelleront la rue à dire non au Pouvoir.

L'AGENT SECRET RETRAITE

Victor Sapin-Lignières est un saint-cyrien de la promotion 34-36. Il a servi à Oran, au Sahara, en Tunisie. De 1940 à 1942, il a servi encore au bureau des menées anti-nationales sous les ordres du colonel Palliole. Palliole le récupéra en 1943 en Tunisie et l'envoya en mission en France occupée où il gagna la Légion d'Honneur et la Médaille de la Résistance. En 1945, on le retrouve à Beyrouth. Officiellement, il est vice-consul. En réalité, il exerce les fonctions de chef du service de contre-espionnage français pour le Moyen-Orient. En 1956, en congé de l'Armée, il devient directeur à Alger d'un service de crédit bancaire dépendant du groupe Simca.

Après le 13 Mai, Sapin-Lignières prend le commandement du bataillon des Unités Territoriales de la Casbah composé en grande partie de Musulmans. Il compte alors 1.500 hommes sous ses ordres. En collaboration avec le colonel Gardes, chef du 5^e bureau de l'Etat-Major, et après avoir obtenu l'accord et les conseils de M. Delouvrier, du général Challe, du général Massu, du général Lancrenon et du colonel Dufour, il participe à la création de la fédération des amicales

des Unités Territoriales dont il prend la présidence, avec pour secrétaire général le capitaine Ronda, membre du F.N.F.

C'est le commandant Bouneix, qui appartient à la fois au cabinet de M. Delouvrier et au cabinet du général Challe qui se charge de régler l'important problème du budget de la fédération.

Ainsi, en novembre, cet agent secret professionnel est porté par les autorités d'Alger à un poste-clé qui doit lui permettre de contrôler la situation si jamais Alger vient à bouger.

DE L'ANCIEN CHEF DU GOUVERNEMENT AU CHEF DES REPROUVES

Les chefs nationalistes d'Alger avaient alors à Paris un certain nombre d'amis politiques sur lesquels ils savaient pouvoir compter. Au premier rang, nous devons citer M. Georges Bidault.

L'ancien président du Conseil National de la Résistance, l'ancien président du Gouvernement Provisoire de la République française, l'ancien chef du gouvernement de la IV^e République, l'homme qui avait personnellement inspiré toute la politique extérieure de la France de 1944 à 1955, n'avait plus d'ennemis à droite depuis qu'il avait pris la tête de toutes les campagnes en faveur de l'intégration algérienne.

Si les antennes gaullistes de Delbecque et de Biaggi n'avaient pas commis le 13 Mai une erreur d'aiguillage volontaire, Bidault aurait alors pris le pouvoir conjointement avec Jacques Soustelle, Roger Duchet et André Morice. Mais de Gaulle était venu et Bidault n'avait

jamais pu se rallier à la politique algérienne de la v^e République sinon à l'homme qui l'incarnait.

Parmi les chefs activistes, les avis sur son compte étaient partagés. Les uns, considérant le lieu politique d'où il était parti, le trouvaient terriblement courageux d'oser aller si loin. Les autres, considérant sa prudence trop évidente en certaines heures décisives, lui reprochaient de chercher les champignons sur la berge du Rubicon.

A l'extrémité la plus avancée du nationalisme parisien se trouvait alors Pierre Sidos. Le directeur du journal *Jeune Nation*, cent fois saisi, cent fois poursuivi en justice, était un des seuls chefs activistes à pouvoir prétendre ainsi qu'il n'avait jamais composé avec le système gaulliste. Lagaillarde avait fait voter *oui* au référendum. Sidos, lui, avait fait campagne pour le *non*. Du mois de juin 1958 au 16 septembre 1959, Sidos avait été un homme seul. Les inculpations s'étaient succédées et les officiers qui avaient, avant le 13 Mai, fait un bout de route avec *Jeune Nation* étaient parfois les premiers à ordonner la saisie du journal dès son arrivée à Alger. Les lieutenants de Sidos, Dominique Venner, Malardier, Meyniel, partageaient son exil politique. Mais, après le discours présidentiel du 16 septembre, Sidos avait vu revenir vers lui les éléments militaires qui l'avaient toujours suivi.

Le Comité des officiers révolutionnaires, prenant exemple sur les hommes qui, derrière Nasser avaient inspiré et réalisé la révolution égyptienne, se réunissait alors régulièrement dans une villa du quartier bourgeois de Mustapha supérieur, et il avait choisi Sidos pour correspondant parisien.

L'homme était peu conforme au portrait que bro-

saient de lui certains journalistes qui le connaissaient mal. On nous le présentait comme un excité passionné d'activisme gratuit, et tout chez lui était médité et étudié. De tous les chefs de la jeune droite nationaliste, il était le seul, avec Jean-Jacques Susini, à être conforme au type traditionnel des chefs fascistes.

Or, parce qu'il attendait tout de l'Armée à Alger et n'attendait rien de Joseph Ortiz, Pierre Sidos n'était pas l'homme du complot de janvier. Il guettait le moment précis où le gouvernement en place aurait pris lui-même, par ses initiatives, la responsabilité d'atteindre le point de rupture. D'ici là, il croyait nécessaire de mettre ses groupes de jeunes militants en garde contre les provocations.

Sidos connaissait les intentions de Joseph Ortiz. Il savait que le chef du F.N.F. envisageait de réaliser à son heure un nouveau 13 Mai. Il s'inquiétait des liaisons que certains officiers algérois de l'entourage d'Ortiz conservaient avec les chefs des services spéciaux parisiens. Lorsque quelques journaux à Paris dénonçaient le rôle provocateur de Joseph Ortiz, Sidos faisait immédiatement expédier à Alger un nombre important d'exemplaires à des adresses sélectionnées afin de mettre en garde les responsables de la vie politique algérienne.

Sidos avait d'excellentes raisons de se méfier. Après la dissolution de *Jeune Nation*, il avait conclu un accord secret avec Ortiz à la demande de plusieurs officiers. Les militants algériens de *Jeune Nation* étaient entrés dans les rangs du F.N.F. et Ortiz avait aussitôt oublié tous les engagements qu'il avait pu prendre. Le jour où le gouvernement interdit la réunion parisienne au cours de laquelle Ortiz devait prendre la parole aux

côtés de Sidos et de Tixier-Vignancour à la salle de la Mutualité, Ortiz avait pris la décision, à la demande des amis du commandant Novarro et du capitaine Filippi, de ne pas être présent et de se faire remplacer par son lieutenant Jacques Laquière.

Laquière assurait d'ailleurs les liaisons avec Paris. Sidos le voyait assez souvent. Lorsque l'affaire Mitterrand-Pesquet occupait la première page des journaux, on avait vu Laquière dans un café parisien, assis en face de Robert Pesquet, entre Tixier-Vignancour et Sidos.

Les leaders parisiens de *Jeune Nation* avaient appris d'autre part qu'il y avait, dans les secteurs les plus machiavéliques du Pouvoir, des hommes qui envisageaient de donner à Joseph Ortiz les moyens de développer en Métropole les réseaux du F.N.F. afin de lui permettre de regrouper sous son autorité les militants les plus dangereux qui obéissaient à Sidos, à Biaggi, à Sauge et à Martel.

Pourquoi n'y aurait-on pas songé à Paris ? Dès l'instant où M. Delouvrier et le général Challe pouvaient se porter garants qu'après le 16 septembre, Ortiz avait consenti à jouer un rôle modérateur et conciliant, il pouvait être considéré comme un facteur politique intéressant pour le pouvoir. Quelques hommes y croyaient...

On annonçait en effet que Joseph Ortiz ferait en février toute une série de conférences dans la Métropole et qu'il disposerait bientôt d'un hebdomadaire à grand tirage.

Le cafetier était prêt à jouer les grands rôles...

DE L'ANTIGAULLISTE CIRCONSPÉCT
AU GAULLISTE DESABUSÉ

Pierre Poujade, lui, était aux aguets. Depuis l'affaire Berthommier, il répétait à ses amis qu'une grande machine provocatrice allait bientôt fonctionner et qu'elle ferait inévitablement un certain nombre de victimes.

Poujade, comme Sidos, regardait vers l'Armée. Tant que l'Armée ne bougerait pas, Poujade interdirait à ses hommes de se lancer dans des aventures prématurées. Il avait fait de grands progrès tactiques, l'homme de Saint-Céré. Il avait beaucoup appris en regardant les gouvernements successifs préparer les pièges les plus subtils et les plus diaboliques. Ceux qui restaient à ses côtés n'étaient pas des enfants de chœur. Un Jean Lesieur avait évolué dans un certain nombre d'aventures révolutionnaires et ne manquait pas de flair pour repérer de loin les opérations policières. Un Maurice Lebrun, qui avait été jadis secrétaire général de l'*Humanité*, qui avait été un des responsables de la séquence sanglante des barricades communistes de la rue des Longues-Haies, contemplait avec un calme ironique les hommes qui disposaient à Alger le piège dans lequel les turbulents allaient se laisser prendre.

Il les connaissait bien, Pierre Poujade, les activistes algérois. Les Ortiz, les Lefèvre, les Martel, les Susini, il les avait connus dans les rangs de l'U.D.C.A. Il connaissait leurs possibilités dans l'action et leurs limites dans la réalisation.

Poujade était décidé à prendre ses responsabilités, mais à ne pas prendre celles que d'autres voudraient lui imposer. Dès le début du mois de janvier, l'U.D.C.A. était en état de vigilance permanent contre les provocateurs.

En comparaison, le député de Paris Biaggi n'avait pas d'idée préconçue. Depuis son exclusion de l'U.N.R., il était disponible, pour le meilleur et pour le pire. Certes, il revenait de très loin et il n'avait pas encore réussi à tout effacer de ce que la droite algérienne avait inscrit à son débit. Pour les Lagaillarde et les Martel, pour les Ortiz et les Lefèvre, le député Biaggi avait pris la responsabilité de dévoyer le 13 Mai en direction du général de Gaulle et Alger n'avait pas encore pardonné.

Mais Biaggi est un fanatique du patriotisme jacobin comme on n'en fait plus au xx^e siècle. Un jour où nous discussions très fort et où il avait déjà donné quelques coups de poing sur la table, je le vis soudain me jeter, les larmes aux yeux :

— Je vais te dire. Dans tout ce que je fais, je n'ai qu'un souci : c'est de penser qu'un jour, à l'heure où je rendrai mes comptes, je pourrai peut-être me dire que j'ai un tout petit peu servi ma patrie.

Je jure qu'à cet instant il était douloureusement sincère.

J'ai assisté un autre jour, à la table d'un ancien député socialiste, à une explication dramatique entre Biaggi et le colonel Juille, ancien chef d'état-major du général Salan à Alger.

— Pourquoi, en mai 1958, Salan m'a-t-il fait interner dans le sud algérien ? interrogeait Biaggi. Salan pourtant avait été prévenu de nos projets... Il savait bien

que c'était moi qui avais fixé la date de la révolution d'Alger...

— C'est exact, répondait le colonel. Mais ceux qui ont pris le Gouvernement Général le 13 Mai n'étaient pas ceux que vous aviez annoncés. Il a donc fallu s'arranger avec eux.

Il n'en faut point douter: si Ortiz, Martel et Lagailarde ont bien renversé la IV^e République, ce fut Biaggi qui permit le retour du général de Gaulle au pouvoir. Et ce soir-là, il ne put s'empêcher de s'écrier:

— Je sais pourtant que tout cela ne s'achèvera pas sans que de Gaulle m'ait jeté en prison.

Il était bon prophète, nous devons en convenir.

Mais en ce mois de janvier 1960, Biaggi n'appartenait plus à de Gaulle. Il était engagé derrière Bidault dans un combat désespéré contre la politique gaulliste du 16 septembre.

AU SEUIL DE LA CLANDESTINITE

Cependant la droite activiste parisienne plongeait alors dans une clandestinité de plus en plus sérieuse. A chacun de ses voyages à Paris, Arnould trouvait ses amis plus prudents et plus discrets. Le commandant Lassauzet passait des couloirs du Palais-Bourbon où il « marquait » les députés d'Algérie aux salons les plus opaques du nationalisme parisien. Paris organisait ses liaisons avec Alger pour le jour du coup dur que personne ne croyait aussi proche. Dans l'arrière-boutique d'un restaurant du IX^e arrondissement, le général Chassin accusait de trahison le député Legrou qui l'avait traité de fasciste. Au Club des Montagnards,

chaque lundi soir, les derniers gaullistes de Michel Carrière se prenaient au collet avec les opposants les plus irréductibles. Quelques-uns des anciens paras prolétaires que Biaggi avait regroupés sous le signe de Renouveau et Fidélité glissaient, par fidélité gaulliste, en direction de Louis Vallon et d'Yvon Morandat, progressistes à Croix de Lorraine. Delbecque se voulait prudent. Il ne croyait plus au régime mais il ne voulait verser dans l'opposition ni trop vite, ni trop fort.

On disait que Blocq-Mascart, un des premiers conjurés parisiens du 13 Mai, n'était plus d'accord avec le Grand Charles qu'il avait si longtemps suivi. Le général Cogny cherchait à se faire oublier. Le général Zeller devenait alors le meilleur espoir de la jeune droite nationaliste.

Jacques Soustelle faisait dire qu'il n'était plus d'accord avec la politique du gouvernement mais il oubliait d'en sortir. Ses meilleurs amis racontaient que de Gaulle avait dit de lui :

— Lorsque Soustelle est dans mon bureau, j'ai toujours envie de lui prêter ma colonne vertébrale.

Lorsque Soustelle regardait vers Alger, c'était Alain de Sérigny qu'il voyait dans sa lorgnette. Lorsque Georges Sauge, leader du national-catholicisme, appelait Alger au bout du fil, c'était le docteur Lefèvre qui répondait et Lefèvre se trouvant alors placé hors du jeu, Sauge était terriblement mal informé.

Sauge n'a pas d'opinion sur Ortiz, mais le docteur Martin, qui voit beaucoup de monde, fait toutes réserves sur la personnalité du chef du F.N.F. et Sauge ne peut pas ignorer ce que pensent Martin, Martel, Saint-Julien, Sidos, de celui dont on veut faire à tout prix à Alger le chef unique de la droite nationaliste.

L'ARMÉE AVANT LES BARRICADES

Arnould nous l'avait dit à Paris. L'Armée de janvier 1960 n'était plus l'Armée du 13 Mai. En face du général de Gaulle et de la politique du 16 septembre, elle ne constituait plus une force politique unie. Ses officiers avaient manifesté, en regard de la droite algérienne, des réactions multiples et souvent contradictoires.

Après le retour au pouvoir du général de Gaulle, l'Armée avait permis aux autorités civiles de reprendre une primauté qu'elle avait semblé vouloir un instant leur contester. Elle avait quitté les comités de salut public sans discuter. Elle avait admis le rétablissement de l'administration préfectorale, renonçant aussi à l'un des principes formels de la guerre révolutionnaire chers aux Lacheroy et aux Trinquier qui avaient toujours exigé un commandement politico-militaire unique à tous les échelons.

Le Ministre Guillaumat avait pu multiplier les déplacements d'officiers sans provoquer de mouvements d'humeur. Les colonels se contentaient alors d'expliquer aux Ortiz, aux Martel, aux Sidos, que rien ne serait trop grave tant que Massu resterait en poste à Alger.

Le discours du 16 septembre lui-même fut digéré par les popotes, péniblement sans doute, mais sans crise grave.

Certes, le divorce s'accroissait de jour en jour entre le Pouvoir et l'Armée d'Algérie, mais les états-majors, refusant la politique algérienne du gouvernement, n'entendaient pas pour autant laisser aux Sauge, aux Ortiz,

aux Martel, la possibilité de politiser à outrance le corps des officiers. Une certaine conception de la guerre psychologique avait pu amener plusieurs officiers du 5^e bureau à considérer les mouvements activistes comme des réseaux complémentaires de défense nationale pouvant être utilisés pour un certain travail des foules, mais l'outil de la guerre révolutionnaire prétendait aujourd'hui travailler l'Armée elle-même et quelques colonels commençaient à réagir nerveusement.

Intervenir dans la vie politique de la cité, comme elle l'avait fait le 13 Mai ? L'Armée ne s'y refusait pas catégoriquement mais elle ne voulait s'y résoudre qu'en cas d'absolue nécessité et à son heure.

Les cellules d'officiers révolutionnaires, plus politiques que toutes les autres, étaient sur ce point résolues à ne pas céder aux ultras.

— Il y avait peut-être un point de rupture à prévoir qui obligerait l'Armée à se dresser contre le Pouvoir, mais les chefs militaires les plus respectés de l'Armée étaient seuls qualifiés à ses yeux pour lui dire à quel moment précis ce point de rupture serait atteint.

N'était-ce pas là d'ailleurs la philosophie même du gaullisme historique ?

Nous avons déjà vu comment le commandant Navarro surveillait Ortiz et son mouvement avec l'accord du général Massu. Ajoutons encore qu'avant même le discours présidentiel du 16 septembre, Ortiz avait eu l'occasion d'assurer une liaison politique entre le général Faure et le colonel Trinquier, alors affecté à Blida. Une réunion, groupant des militaires et des civils, avait été organisée en présence de Joseph Ortiz à Bordj-Menaïel.

Dans la nuit du 16 au 17 septembre, des équipes de soldats d'active, appartenant aux unités du secteur Alger-Sahel que commandait par interim le colonel Romain-Desfosses avaient collé sur les murs de la ville des affiches préconisant l'intégration de l'Algérie française. Le colonel Gardes liquidait ainsi les stocks d'affiches du 5^e bureau que le discours du général de Gaulle venait de rendre inutilisables par les services officiels.

Mais Arnould ne m'avait pas menti. L'Armée révélait en son sein des tendances politiques contradictoires. Il était évident, par exemple, que le colonel Fonde, commandant d'Alger-Sahel, menait une partie différente de celle du colonel Gardes. Lorsque Jean-Jacques Susini s'était présenté aux élections de l'Association Générale des Etudiants d'Alger, le colonel Gardes lui avait apporté son appui, alors que le colonel Fonde avait offert tous les moyens matériels dont il disposait à l'une des deux listes concurrentes.

Féral, animateur du mouvement *Assistance et Protection*, avait sollicité et obtenu l'accord du colonel Gardes pour l'action qu'il entreprit le 16 septembre au soir après avoir entendu le discours du Président de la République. Quelques jours plus tard, les policiers des Renseignements Généraux d'Alger, placés sous les ordres du contrôleur général Baudry et du commissaire divisionnaire Aublet, prenaient en filature, au départ de chez Joseph Ortiz, deux voitures automobiles, l'une appartenant au docteur Pérez et l'autre au capitaine Ronda. La filature conduisit les policiers devant le domicile du colonel Gardes où se tenait une réunion en présence des chefs du F.N.F.

Le colonel Gardes fut prévenu dès le lendemain des

mesures de police prises devant son domicile et il donna l'ordre à Ortiz d'espacer les contacts.

Par ailleurs, le colonel Godart fit transmettre des instructions à ses services afin que le colonel Gardes ne soit plus filé par les inspecteurs. Mais où commençait le travail policier, où finissait la conjuration dans cette étrange vie politique algéroise ?

Le capitaine Filippi, de l'état-major du général Massu, rencontrait régulièrement Ortiz et les chefs du F.N.F. mais le frère du capitaine était un agent régulier de la direction des Renseignements Généraux d'Alger. Le colonel Godart et le commissaire Tocabens sont prêts à jurer qu'il fut un excellent agent d'information. Le commissaire divisionnaire Aublet est prêt à soutenir qu'il fut l'un des meilleurs agents d'Ortiz.

Qui faut-il croire ?

Tout le drame des journées insurrectionnelles d'Alger est enfermé dans les personnages troubles qui ont eu un pied dans les barricades et l'autre dans le camp du Pouvoir. Lorsque le commandant Navarro parlait devant Ortiz et ses amis, les chefs du F.N.F. étaient persuadés qu'il exprimait le point de vue personnel du général Massu. Lorsque Navarro s'expliquait au corps d'armée, Massu était convaincu qu'il rapportait fidèlement les pensées des leaders algérois. Pour qui travaillait-il en fin de compte ? On peut encore se le demander.

AU SEUIL DES BARRICADES

Il est dès lors facile pour nous de ne pas confondre dans cet étrange imbroglio algérois, les colonialistes de M. Alain de Sérigny, les nationalistes de Martel et de

Susini, les chahuteurs professionnels de M. Lagaillarde et puis les activistes du genre Ortiz qui ont des cartes truquées dans chacune de leurs manches.

La semaine des barricades d'Alger sera finalement un marché de dupes pour tous, parce que le nationaliste Susini se retrouvera engagé derrière l'activiste marron qu'est Ortiz, parce que le nationaliste pur qu'est Martel se retrouvera aux ordres derrière le chahuteur sans principe qu'est Lagaillarde. Ceux qui, dans cette foire d'empoigne d'Alger ont des idées à défendre, vont aller se mettre à la remorque des hommes qui n'ont qu'un personnage discuté à offrir à l'Histoire.

Derrière les barricades de la rue Charles-Péguy, un Sérigny va se battre pour des intérêts, Martel et Susini pour des idées, Lagaillarde pour un rôle, et Ortiz va se battre parce qu'il a des ficelles aux mains et aux pieds et qu'il y a dans l'ombre des hommes trop malins qui les tirent.

Avec tout cela, les apprentis-sorciers vont fabriquer une émeute qui durera juste assez pour que les démocrates de Paris aient suffisamment peur pour se donner à qui saura les prendre.

Dès le début de novembre, Ortiz prépare le jour J. Il n'en connaît pas encore la date mais il se tient prêt. Les cadres du F.N.F. se réunissent le 19 novembre au domicile de Merckel; le 18, au bar du Forum; le 28, Jacques Laquière reçoit chez lui Ortiz, Susini, Sanne, le journaliste Gaudibert. Le 5 décembre, chez Laquière, Pétinne, Trape et Ronda retrouvent Gaudibert, Ortiz et Susini. Le 2 décembre, la réunion a lieu à Hussein-Dey dans une salle de boxe. Les 9 et 10 décembre, ces hommes se rencontrent à Saint-Eugène chez les frères

Nocchi, et le 11 décembre, à Bab-el-Oued au bar de l'Orphéon.

Chaque jour, le F.N.F. recrute de nouveaux adhérents.

A Paris, nul ne paraît s'en inquiéter encore. A l'Elysée, deux collaborateurs du Président de la République, M. Jacques Foccart et M. Olivier Guichard, suivent attentivement l'évolution de la situation algérienne. Ils en bavardent avec des journalistes du *Monde*, de *France-Soir* et du poste *Europe* N° 1. Chacun est convaincu que les Algérois vont bouger. Le député Lucien Neuwirth le répète à la buvette du Palais-Bourbon. Mais à la Présidence, tout le monde est convaincu que l'Armée réprimera sans délais la moindre tentative de soulèvement armé.

Le général de Gaulle est un officier de carrière, mais il est permis d'écrire que cette Armée d'Algérie de 1960, il la connaît très mal. Par le canal de l'action psychologique, le national-catholicisme du groupe *Verbe*, qui compte une centaine de cellules dans les unités, a recruté activement depuis plusieurs mois. Les équipes de Georges Sauge ont également trouvé une certaine audience. Cependant, après avoir facilité son action, le commandement a brusquement obéi à des ordres supérieurs et interdit à l'animateur des Comités Civiques l'accès des bâtiments militaires.

Les cercles d'officiers où l'influence bourgeoise est moins sensible, ont été par contre touchés plus facilement par la propagande du groupe *Patrie et Progrès*, organisation semi-occulte où quelques amis de Jacques Soustelle et du général Cogny, déguisés en gaullistes de gauche, ont assaisonné les idées nationales-catholiques de Georges Sauge d'un piment technocratique em-

prunté aux rescapés du mendésisme dont M. Simon Nora est le maître à penser.

Le clan des officiers technocrates fait à l'occasion assez bon ménage avec le clan des officiers européens, dirigé par quelques généraux qui sont, ou qui ont été, en fonctions à l'O.T.A.N. On y trouve des militaires de carrière profondément républicains et parfois résolument attachés à la défense de la laïcité. Quelques-uns partagent avec le général Challe une admiration sans limites pour M. Guy Mollet. En général, ce clan est le plus discipliné. Il obéit et ne discute pas.

Pour le reste, l'Armée du bled est en fait une armée de petites féodalités locales. Là se trouvent les officiers révolutionnaires, ceux qui ne sont pas souvent d'accord mais qui, pour l'instant, font la guerre avec la conviction que les comptes se régleront un jour. Pour ces officiers « kémalistes », qui n'aiment guère les vieilles formules colonialistes, qui détestent les politiciens de métier, de Gaulle n'est qu'un moment de la vie politique française. Lorsqu'on leur parle de survivre à de Gaulle, ils cherchent un nom de soldat. Juin est discuté depuis son voyage à Carthage dans le sillage de Pierre Mendès-France. Zeller est respecté parce que c'est un homme qui n'a jamais composé avec les systèmes politiques. Faure a perdu beaucoup de son prestige depuis sa triste aventure électorale sous le signe de Pierre Poujade. Cogny a été très populaire mais son nom est revenu trop souvent dans les récits des conjurés parisiens.

Chassin s'agite beaucoup mais la jeune armée le connaît à peine.

Salan existe, on le sait dans les popotes, et on se répète qu'il n'est pas aussi gaulliste qu'on pourrait le

ACHEVÉ D'IMPRIMER PAR
L'IMPRIMERIE RENARD
A ROUBAIX (NORD)
EN JUIN 1960

Dépôt légal : 2^e Trimestre 1960

N^o d'Édition 292

Imprimé en France

Participant d'une démarche de transmission de fictions ou de savoirs rendus difficiles d'accès par le temps, cette édition numérique redonne vie à une œuvre existant jusqu'alors uniquement sur un support imprimé, conformément à la loi n° 2012-287 du 1^{er} mars 2012 relative à l'exploitation des Livres Indisponibles du XX^e siècle.

Cette édition numérique a été réalisée à partir d'un support physique parfois ancien conservé au sein des collections de la Bibliothèque nationale de France, notamment au titre du dépôt légal. Elle peut donc reproduire, au-delà du texte lui-même, des éléments propres à l'exemplaire qui a servi à la numérisation.

Cette édition numérique a été fabriquée par la société FeniXX au format PDF.

La couverture reproduit celle du livre original conservé au sein des collections de la Bibliothèque nationale de France, notamment au titre du dépôt légal.

*

La société FeniXX diffuse cette édition numérique en vertu d'une licence confiée par la Sofia – Société Française des Intérêts des Auteurs de l'Écrit – dans le cadre de la loi n° 2012-287 du 1^{er} mars 2012.

Avec le soutien du

